

## **Commune de Saint Paul Cap de Joux**

### **COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL**

#### **SEANCE DU 28 JUIN 2018**

**L'an deux mille dix-huit, le vingt-huit juin, à vingt heures trente**, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Paul Cap de Joux, convoqué le **21 juin 2018**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie de Saint Paul Cap de Joux, sous la Présidence de Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, Maire.

Présents : Bernard BARDOU, Michel BELAVAL, Marie-Françoise DURIS, Noël FERRAN, Sophie LACLAVERE, Jean-Philippe MOULY, Nelly PINEL, Carole PUYELO, Laurent VANDENDRIESSCHE, Philippe VIALA.

Absents excusés : Corinne BOUTIÉ, Danielle LANDEZ, Annie VALERO, Eric VERNHÈRES, Thierry VIALARD.

Secrétaire de séance : Michel BELAVAL.

#### **ORDRE DU JOUR**

1. Mise aux normes du sol de la salle des sports – Modification du plan de financement
2. Projet de sécurisation et de numérisation des actes d'état civil
3. Renouvellement du contrat d'accompagnement dans l'emploi en contrat Parcours emploi compétences
4. Présentation de la nouvelle organisation du personnel scolaire pour la rentrée 2018
5. Convention d'adhésion à la mission d'expérimentation de la médiation préalable obligatoire avec le Centre de gestion du Tarn
6. Adhésion au groupement de commandes pour la restauration et la reliure des actes administratifs et/ou d'état civil
7. Questions diverses

*M. le Maire propose l'approbation du compte rendu du 31 mai 2018.*

*Le compte rendu de la séance du 31 mai 2018 est adopté à l'unanimité des membres présents.*

#### **1) Mise aux normes du sol de la salle des sports – Modification du plan de financement (2018/26)**

M. le Maire rappelle le plan de financement prévu pour les travaux de mise aux normes du sol de la salle des sports et la subvention notifiée par la Préfecture au titre de la DETR.

M. le Maire rappelle également les différentes offres issues de la consultation et le choix de retenir l'offre de ST Groupe basée à Boisseron (34160) présentant la meilleure offre pour un montant de 41 474 €.

M. le Maire présente le plan de financement réactualisé et propose de le valider :

DEPENSES HT		RECETTES	
Mise aux normes de sécurité d'un équipement sportif	41 749,00 €	Subvention DETR 30%	12 524,70 €
		Subvention Région 30%	12 524,70 €
		Subvention Département 20%	8 349,80 €
		Autofinancement 20%	8 349,80 €
<b>TOTAL</b>	<b>41 749,00 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>41 749,00 €</b>

Le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Accepte le nouveau plan de financement tel que décrit ci-dessus ;
- Donne pouvoir à M. le Maire pour signer tous documents relatifs à l'exécution de cette décision.

## 2) Sécurisation et numérisation des actes d'Etat Civil (2018/27)

M. le Maire informe le Conseil Municipal du courrier de l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn concernant l'enquête pour la sécurisation et la numérisation des registres de l'état civil à laquelle la commune avait répondu.

Cette numérisation permet :

- la sécurisation et la pérennisation des registres,
- le stockage de tous les actes dans le logiciel d'état civil,
- la dématérialisation des actes d'état civil sous forme de flux, en vue de se relier au dispositif COMEDC.

Après avoir contacté plusieurs entreprises spécialisées dans la numérisation, l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn a retenu la société Numerize et propose les tarifs suivants :

- Numérisation : 0.456 € TTC / acte
- Forfait de remise des fichiers et déplacement :
  - Moins de 1 000 actes : 60 euros TTC
  - De 1 000 à 3 000 actes : 120 euros TTC
  - + de 3 000 actes : 240 euros TTC

L'intégration des fichiers numérisés dans le logiciel d'Etat Civil sera faite gratuitement par l'Association des Maires.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- accepte de sécuriser et numériser les actes de l'état civil de la commune,
- accepte l'offre présentée par l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn comme précisée ci-dessus,

## 3) Renouvellement du contrat d'accompagnement dans l'emploi en contrat Parcours Emploi Compétences (PEC) (2018/28)

M. le Maire informe que le contrat CAE des services techniques arrive à échéance le 31 juillet 2018.

Il présente le dispositif du parcours emploi compétences ayant pour objet l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

La mise en œuvre du parcours emploi compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un

accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi.

Ce dispositif prévoit l'attribution d'une aide de l'Etat à hauteur de 50 % ou de 60 % pour les communes en zone de revitalisation rurale (ZRR) et permet de bénéficier des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi.

M. le Maire propose de renouveler le Contrat d'accompagnement dans l'emploi en contrat Parcours emploi compétences dans les conditions suivantes :

- Durée du contrat : 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> août 2018
- Durée hebdomadaire de travail : 32 heures
- Rémunération : SMIC

M. le Maire présente les différentes actions qui seraient intégrées dans le plan de formation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide de renouveler le contrat CAE dans le cadre du dispositif du parcours emploi compétences dans les conditions présentées ci-dessus,
- Autoriser M. le Maire à signer la convention avec Pôle Emploi et le contrat de travail à durée déterminée avec la personne concernée par ce renouvellement.

#### **4) Modification du temps de travail des agents à temps non complet affectés au service scolaire (2018/29)**

M. le Maire rappelle que par délibération n°2018/1 le Conseil municipal a demandé le retour à la semaine des 4 jours et que cette dérogation a été accordée par la Direction académique des services de l'éducation nationale du Tarn.

Compte tenu de cette nouvelle organisation du temps scolaire, il convient de modifier la durée hebdomadaire de service des agents affectés aux services scolaires et périscolaires.

M. le Maire précise que cette nouvelle organisation a tenu compte des souhaits des agents concernés dans la mesure du possible et qu'elle leur a déjà été présentée.

Conformément aux dispositions fixées aux articles 34 et 97 de la loi du 26 janvier 1984, M. le Maire propose à l'assemblée :

Emploi	Temps de travail annualisé hebdo initial	Date délibération	Temps de travail annualisé hebdo au 01/09/2018
Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	32.00	15/12/2010	31.46
Adjoint technique	28.00	28/08/2014	28.04
Adjoint technique	30.50	28/08/2014	29.50
Adjoint technique	31.00	28/08/2014	30.93

La modification du temps de travail n'excède pas 10% du temps de travail initial et n'a pas pour effet de faire perdre l'affiliation à la CNRACL des fonctionnaires concernés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 34 et 97,

- Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés sur des emplois permanents à temps non complet,
- Vu le tableau des emplois,

DECIDE :

- d'adopter la proposition du Maire,
- de modifier ainsi le tableau des emplois,
- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

**5) Participation à l'expérimentation de la médiation préalable obligatoire dans certains litiges de la fonction publique mise en œuvre par le CDG 81 (2018/30) – Annexe 1**

- Vu le code de Justice administrative,
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 25,
- Vu la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle,
- Vu le décret n° 2018-101 du 16 février 2018 portant expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et de litiges sociaux,
- Vu l'arrêté du 2 mars 2018 relatif à l'expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique territoriale,

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

La loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle, prévoit dans son article 5 l'expérimentation d'une médiation préalable obligatoire pour certains contentieux de la Fonction Publique Territoriale, et ce jusqu'au 18 novembre 2020.

La médiation s'entend de tout processus structuré, quelle qu'en soit la dénomination, par lequel les parties à un litige tentent de parvenir à un accord en vue de la résolution amiable de leurs différends.

Le décret n° 2018-101 du 16 février 2018 est venu préciser les conditions de mise en œuvre de cette expérimentation, qui s'appliquera aux litiges suivants :

1. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération ;
2. Refus de détachement, de placement en disponibilité ou de congés non rémunérés prévus pour les agents contractuels ;
3. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé non rémunérés ;
4. Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps obtenu par promotion interne ;
5. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
6. Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en vue de l'adaptation de leur poste de travail ;
7. Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

Les agents concernés par cette expérimentation sont tous les agents employés dans les collectivités territoriales et les établissements publics locaux situés dans un nombre limité de circonscriptions départementales, et ayant conclu avant le 1<sup>er</sup> septembre 2018 avec le Centre de

Gestion de la fonction publique territoriale dont ils relèvent une convention lui confiant la mission de médiation préalable obligatoire en cas de litige avec leurs agents.

Le Centre de Gestion du Tarn s'étant porté candidat à cette expérimentation, le département fait partie des circonscriptions visées par l'arrêté du 2 mars 2018 et les collectivités du Tarn peuvent donc choisir de mettre en œuvre cette procédure pour leurs agents en concluant une convention avec le CDG.

En cas d'adhésion de la collectivité, tout recours d'un agent contre l'une des décisions entrant dans le champ de l'expérimentation sera obligatoirement soumis à une médiation préalablement à la saisine du tribunal administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours.

La médiation sera assurée par un agent du Centre de Gestion spécialement formé à cet effet et présentant des garanties d'impartialité et de probité, dans le respect de la Charte des médiateurs des centres de gestion et d'une stricte confidentialité. Elle se terminera soit par l'accord des parties, soit par un constat d'échec de la médiation, qui fera alors de nouveau courir les délais de recours.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- D'ADHERER à l'expérimentation de la médiation préalable obligatoire pour les litiges concernés, pendant toute la durée de cette expérimentation et de confier cette mission au Centre de Gestion du Tarn.
- D'AUTORISER M. le Maire à signer la convention d'expérimentation à conclure avec le Centre de Gestion du Tarn ainsi que toutes pièces et documents nécessaires à la mise en œuvre de cette expérimentation.

**6) Adhésion au groupement de commandes pour la restauration et la reliure des actes administratifs et/ou d'état civil constitué par le Centre de gestion de la Fonction Publique du Tarn (2018/31) – Annexe 2**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Marchés publics,

VU la convention constitutive du groupement de commandes pour la restauration et la reliure des actes administratifs et/ou d'état civil,

Monsieur le Maire, expose ce qui suit :

En vertu des dispositions du Code général des collectivités territoriales, les collectivités et établissements publics ont l'obligation de faire relier les délibérations du conseil municipal ou communautaire et les arrêtés et décisions du maire ou du président. Ces reliures doivent répondre à certaines exigences techniques, précisées dans la circulaire interministérielle du 14 décembre 2010. Cette même obligation de reliure s'applique aux registres d'état civil.

Par ailleurs, certains documents d'archives essentiels tant d'un point de vue historique que juridique pour la collectivité peuvent nécessiter des opérations de restauration appropriées. Les frais de conservation des archives constituent en outre une dépense obligatoire des communes et des EPCI.

Pour éviter à chaque collectivité de mener sa propre consultation et en vue de garantir des prestations conformes à la réglementation à des coûts adaptés, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Tarn a décidé de constituer un groupement de commandes dont les objets sont :

- la réalisation de reliures de registres administratifs (registre des délibérations, registre des arrêtés et des actes d'état civil) ;
- la restauration de registres des actes administratifs et des actes d'état civil.

La convention constitutive de ce groupement de commandes désigne le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Tarn comme coordonnateur. Ce dernier est notamment chargé de procéder à l'organisation de la procédure de choix du titulaire des marchés de prestations de services.

Compte tenu de la complexité des cahiers des charges techniques, cette démarche s'inscrit dans une logique de simplification administrative et d'économie financière.

La convention prévoit que les membres du groupement habilite le coordonnateur à signer, notifier et exécuter le marché au nom de l'ensemble des membres constituant le groupement. A ce titre, la commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur du groupement de commandes.

La convention précise que la mission du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Tarn comme coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les prix appliqués, ainsi que les modalités de paiement des prestations de services par l'ensemble des adhérents du groupement, seront fixés dans les marchés de services.

Il appartient donc à chaque membre du groupement d'examiner et d'autoriser son exécutif à signer la convention constitutive de ce groupement de commandes.

Considérant l'intérêt de rejoindre ce groupement de commandes en termes de simplification administrative et d'économie financière, et ce à compter du 28 juin 2018.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- D'ADHERER au groupement de commandes relatif à la réalisation de reliures de registres administratifs et à la restauration de registres des actes administratifs et des actes d'état civil,
- D'APPROUVER la convention constitutive du groupement de commandes désignant le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Tarn coordonnateur du groupement et l'habilitant à signer, notifier et exécuter les marchés selon les modalités fixées dans cette convention,
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

## **7) Questions diverses**

### **Conseil d'école du 18 juin 2018**

Les effectifs prévisionnels pour la prochaine rentrée sont de 100 élèves.

La nouvelle enseignante était présente, elle aura en charge une partie des CE1, les CE2 et une partie des CM1.

Cette année l'école et l'ALAE organisent la fête de fin d'année en commun le vendredi 29 juin 2018, pour cette occasion la mairie offrira un apéritif dinatoire.

### **Jardins partagés**

M. Michel Séon de l'association INICI, en charge des Jardins partagés, a fait part de son inquiétude sur l'avenir de cette activité car pour le moment il ne voit pas de succession prévisible, il se demandait si la mairie pouvait financer un animateur comme il se fait à Graulhet.

M. le Maire lui a précisé que cela n'était malheureusement pas possible, mais qu'ils pourraient occasionnellement bénéficier de conseils des agents communaux en charge des espaces verts.

### **Point sur les travaux**

- Les travaux d'enfouissement de la haute tension sont arrêtés jusqu'en octobre, les tranchées ont été refermées et bitumées en attendant la suite des travaux.  
Ces travaux permettront au village d'être approvisionné en électricité de deux côtés en cas de panne.  
Nous devrions bénéficier d'une participation d'Enedis pour le remplacement du transformateur.
- Avenue de Puylaurens : les plantations interviendront courant octobre.
- Travaux en régie : le chemin piétonnier sera prolongé (installation de lices et plantations) Avenue du Relai par le service espaces verts à l'automne et les bancs seront repeints par le service technique Place Philippe Pinel.

### **Loi Notre : transfert obligatoire des compétences eau et assainissement**

Il est rappelé que la loi Notre prévoyait initialement un transfert obligatoire des compétences eau et assainissement à l'intercommunalité ; une proposition de loi est actuellement en discussion pour reporter ce transfert à 2026 si les élus délibéraient en ce sens.

### **Programme culturel**

Le groupe culture envisageait de programmer le nouveau spectacle de la compagnie Dhang Dhang fin 2018, or il s'avère que ce spectacle n'a pas été labellisé par le Département et ne peut donc pas bénéficier de subvention.

Il est proposé d'en rediscuter lors de la programmation 2019.

### **Comité départemental de Badminton du Tarn**

Le comité départemental du Tarn souhaiterait développer l'activité badminton et étudier la possibilité de création d'un club sur St Paul.

Cette requête sera étudiée lors de l'organisation des plannings de la saison 2018/2019, mais compte-tenu des demandes nombreuses des différentes associations habituellement il semble difficile d'envisager une suite favorable.

### **AFR**

La dissolution de l'ASA Prades-Teyssode a été actée par la Préfecture du Tarn ce qui a permis à l'association foncière de remembrement d'intégrer le résultat excédentaire de celle-ci.

### **Saint Cécile de Plane Sylve**

Le repas suivi du traditionnel feu de la St Jean a connu une fois de plus un grand succès, le beau temps était au rendez-vous.

Des travaux seraient nécessaires pour la mise en sécurité de la chapelle (création d'une ouverture à l'arrière) car il n'y a qu'un seul accès et pas d'issue de secours.

### **Communauté de communes du Lautrécois Pays d'Agout**

Marie-Françoise Duris rend compte du dernier Conseil de communauté :

- Présentation du service comptabilité/marchés publics
- Marché d'étude préalable au transfert des compétences eau et assainissement : attribution du marché et demande de subvention à hauteur de 70%
- Attribution du marché de travaux pour la réhabilitation des locaux existants et d'extension des services techniques à Lautrec : soit un total de 552 957 € HT de lots attribués, resteraient à la charge de la CCLPA 110 591 €
- Avenants au marché de travaux pour l'aménagement d'Aquaval (espaces verts)
- Création d'une Zone d'aménagement différé (ZAD) à Vielmur Borio Novo
- Ressources humaines : avancements de grade, adoption du nouveau régime indemnitaire, participation à l'expérimentation de la médiation préalable obligatoire mise en œuvre par le CDG 81, création d'un comité technique (CT) et d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)

- Enfance-jeunesse : séjour à Berlin du 22 au 28 octobre 2018, beaucoup de candidatures, comment sélectionner ?
  - Achat de composteurs collectifs : prix de vente fixé à 20 € pour le modèle ne plastique et 25 € pour celui en bois
  - Approbation de la convention Chèque « Bouge-toi » dans le cadre de l'opération collégien 2018-2019 du Département du Tarn, la CCLPA offre une entrée au complexe Aquaval
  - Questions diverses : certains maires du laurécois ont manifesté leur insatisfaction des services techniques de la CCLPA. Après échanges le Président et la Directrice ont fait part du constat que l'ensemble des services rencontrait des problèmes et qu'il est proposé de réaliser un audit par un cabinet compétent.
- M. le Maire précise que dans ce cas il souhaite que l'ensemble des services et des postes soient étudiés, y compris la gouvernance.

Fin de séance.



**ANNEXE 1**

Envoyé en préfecture le 05/07/2018  
 Reçu en préfecture le 05/07/2018  
 Affiché le 05/07/2018  
 ID : 081-218102663-20180628-2018\_30-DE

## CONVENTION D'ADHESION MISSION D'EXPERIMENTATION DE LA MEDIATION PREALABLE OBLIGATOIRE COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS AFFILIES

**PREAMBULE**

L'article 5-IV de la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle prévoit que les recours contentieux formés par les agents publics à l'encontre de certains actes relatifs à leur situation personnelle, peuvent faire l'objet d'une médiation préalable obligatoire (MPO) dans le cadre d'une expérimentation jusqu'au 18 novembre 2020. Le décret n°2018-101 du 16 février 2018 portant expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et des litiges sociaux détermine le cadre réglementaire et le calendrier d'application de la médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la Fonction Publique.

La médiation est un dispositif novateur qui a vocation à désengorger les juridictions administratives. Elle vise également à rapprocher les parties dans le cadre d'une procédure amiable, plus rapide et moins coûteuse qu'un contentieux engagé devant le juge administratif.

Le Centre de Gestion du Tarn s'est porté volontaire pour cette expérimentation et a été inscrit sur l'arrêté du 2 mars 2018 précisant les modalités de mise en œuvre de la médiation préalable obligatoire. Le Centre de Gestion souhaite de cette manière se positionner en tant que "tiers de confiance" auprès des élus-employeurs et de leurs agents.

La médiation poursuit comme objectif de rapprocher les parties dans le cadre d'une procédure plus rapide et moins coûteuse qu'un contentieux engagé devant le juge administratif.

La mission de médiation préalable obligatoire étant assumée par le Centre de Gestion du Tarn sur la base de l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, il s'agit d'une nouvelle mission optionnelle, dont la présente convention détermine le contenu et la tarification à proposer aux collectivités affiliées, non affiliées et adhérentes au socle.

**CONVENTION****ENTRE**

La commune ou l'établissement public..... représenté(e) par  
 ..... dûment habilité par délibération en date du .....

ci-après désignée par « la collectivité », d'une part,

**ET**

Le CENTRE DE GESTION DE LA FPT DU TARN, représenté par son Président, M. Sylvian CALS dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration du 29 mars 2018,

ci-après désigné par « le Centre de Gestion » d'autre part,

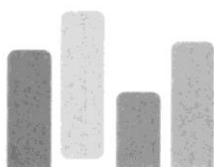
**Vu** le code de Justice administrative,

**Vu** la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle,

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Centre De Gestion  
de la Fonction Publique Territoriale

188 rue de Jarlard - 81 000 ALBI  
 Tel : 05.63.60.16.50 • Fax : 05.63.60.16.51  
 cdg81@cdg81.fr  
 www.cdg81.fr



**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 25,

**Vu** le décret n°85-1054 du 30 septembre 1985 relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,

**Vu** le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 138 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

**Vu** le décret n°2018-101 du 16 février 2018 portant expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et des litiges sociaux,

**Vu** l'arrêté du 2 mars 2018 relatif à l'expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique territoriale,

**Vu** la délibération n°56/2017 du 14 décembre 2017 portant candidature du Centre de Gestion du Tarn à l'expérimentation de la médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la Fonction Publique,

**Vu** la délibération n°16/2018 du 29 mars 2018 relative à l'approbation de la convention d'adhésion à la mission d'expérimentation à la Médiation Préalable Obligatoire

Il est convenu ce qui suit :

#### ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION

Le Centre de Gestion du Tarn propose d'expérimenter la médiation préalable obligatoire. La présente convention a pour objet de définir les conditions générales d'adhésion de la collectivité à la mission de médiation préalable obligatoire proposée par le Centre de Gestion du Tarn.

A compter de la date de signature de la présente convention et jusqu'au 18 novembre 2020, les parties conviennent d'expérimenter la médiation préalable obligatoire (MPO) prévue à l'article 5-IV de la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle.

#### ARTICLE 2 : CONTENU DE LA MEDIATION

La médiation régie par la présente convention s'entend de tout processus structuré, quelle qu'en soit la dénomination, par lequel les parties à un litige tentent de parvenir à un accord en vue de la résolution amiable de leurs différends, avec l'aide du Centre de Gestion désigné comme médiateur en qualité de personne morale.

L'accord auquel parviennent les parties ne peut cependant porter atteinte à des droits dont elles n'ont pas la libre disposition.

La médiation préalable obligatoire (MPO) constitue une forme particulière de la médiation à l'initiative des parties définie à l'article L. 213-5 du code de justice administrative.

Il ne peut être cependant demandé au juge ni d'organiser cette médiation (L. 213-5 du CJA) ni d'en prévoir la rémunération.

Le Centre de Gestion se charge de communiquer au Président du Tribunal Administratif les coordonnées du médiateur.

#### ARTICLE 3 : DESIGNATION DU MEDiateur

La personne physique désignée par voie d'arrêté par le Président du Centre de Gestion pour assurer la mission de médiation doit posséder, par l'exercice présent ou passé d'une activité, la qualification requise eu égard à la nature du litige. Elle doit en outre justifier, selon le cas, d'une formation ou d'une expérience adaptée à la pratique de la médiation.

Elle s'engage expressément à se conformer au Code National de déontologie du médiateur, à l'exception de l'article 2-1 relatif à la convention de consentement à la médiation et notamment à accomplir sa mission avec impartialité, compétence et diligence.

#### ARTICLE 4 : ASPECT DE CONFIDENTIALITE

Sauf accord contraire des parties, la médiation est soumise au principe de confidentialité. Les constatations du médiateur et les déclarations recueillies au cours de la médiation ne peuvent être divulguées aux tiers ni invoquées ou produites dans le cadre d'une instance juridictionnelle sans l'accord des parties.

Il est toutefois fait exception à ces principes dans les cas suivants :

- En présence de raison impérieuse d'ordre public ou de motifs liés à la protection de l'intégrité physique ou psychologique d'une personne,
- Lorsque la révélation de l'existence ou la divulgation du contenu de l'accord issu de la médiation est nécessaire pour sa mise en œuvre.

#### ARTICLE 5 : ROLE ET COMPETENCES DU MEDiateur

La saisine du médiateur comprend une lettre de saisine de l'intéressé et, lorsque la décision contestée est explicite, une copie de cette décision ou lorsqu'elle est implicite, une copie de la demande ayant fait naître cette décision.

Le médiateur organise la médiation et informe les parties sur les modalités organisationnelles retenues par ses soins notamment : le lieu, les dates et les horaires de la médiation.

Son rôle consiste en accompagner les parties dans la recherche et la rédaction d'un accord. Le médiateur adhère à la charte des médiateurs de Centres de Gestion annexée à la présente convention.

En cas de réussite ou d'échec, le médiateur informera le juge administratif de l'issue de la médiation.

#### ARTICLE 6 : DOMAINES D'APPLICATION DE LA MEDIATION

La collectivité s'engage à soumettre à la médiation les litiges relatifs aux décisions ci-après :

- 1- Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés au premier alinéa de l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée,
- 2- Refus de détachement ou de placement en disponibilité ou de congés non rémunérés prévus pour les agents contractuels aux articles 15, 17, 18 et 35-2 du décret du 15 février 1988 susvisé,
- 3- Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé mentionné au 2° du présent article,
- 4- Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps obtenu par promotion interne,
- 5- Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie,
- 6- Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application de l'article 6 sexies de la loi du 13 juillet 1983 susvisée,
- 7- Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 30 septembre 1985 susvisé.

#### ARTICLE 7 : OBLIGATIONS POUR LA COLLECTIVITE

La médiation préalable obligatoire pour les contentieux qu'elle recouvre suppose un déclenchement automatique du processus de médiation.

La décision administrative doit donc comporter expressément la médiation préalable obligatoire dans l'indication des délais et voies de recours (adresse du centre de gestion et/ ou mail de saisine). A défaut, le délai de recours contentieux ne court pas à l'encontre de la décision litigieuse.

Envoyé en préfecture le 05/07/2018

Reçu en préfecture le 05/07/2018

Affiché le 05/07/2018

ID : 081-218102663-20180628-2018\_30-DE

La saisine du médiateur interrompt le délai de recours contentieux et suspend les délais de prescription, qui recommencent à courir à compter de la date à laquelle soit l'une des parties ou les deux, soit le médiateur déclarent, de façon non équivoque et par tout moyen permettant d'en attester la connaissance par l'ensemble des parties, que la médiation est terminée. Les délais de prescription recommencent à courir pour une durée qui ne peut être inférieure à 6 mois (article L.213-6 du CJA).

L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique après l'organisation de la médiation n'interrompt pas de nouveau le délai de recours.

Lorsque qu'un agent entend contester une décision explicite ou implicite entrant dans le champ de l'article 6, il peut saisir le médiateur dans le délai de recours contentieux en accompagnant sa lettre de saisine d'une copie de la demande ayant fait naître la décision et éventuellement de la décision.

Si le tribunal administratif est saisi dans le délai de recours d'une requête dirigée contre une décision entrant dans le champ de la médiation préalable obligatoire qui n'a pas été précédée d'un recours préalable à la médiation, le président de la formation de jugement rejette la requête par ordonnance et transmet le dossier au médiateur.

La médiation préalable obligatoire étant une condition de recevabilité de la saisine du juge, indépendamment de l'interruption des délais de recours, il reviendra aux parties de justifier devant le juge administratif saisi d'un recours, du respect de la procédure obligatoire à peine d'irrecevabilité.

Lorsque la médiation prend fin à l'initiative de l'une des parties ou du médiateur lui-même, ce dernier notifie aux parties un acte de fin de médiation, ne constituant pas pour autant une décision administrative, et sans qu'il soit de nouveau besoin d'indiquer les voies et délais de recours.

#### ARTICLE 8 : FIN DE LA MEDIATION

La médiation peut être interrompue à tout moment à la demande d'une partie ou du médiateur.

Lorsque les parties ne sont pas parvenues à un accord, le juge peut être saisi d'un recours dans les conditions normales (articles R. 413 et suivants du CJA). Le dossier enregistré éventuellement au titre de la médiation est joint par le greffe de la chambre compétente et versé à l'affaire.

Inversement, les parties peuvent saisir la juridiction de conclusion tendant à l'homologation de l'accord issu de la médiation et à lui donner force exécutoire (article L 213-4 du CJA). Son instruction s'effectuera dans les conditions de droit commun.

#### ARTICLE 9 : TARIFICATION DE LA MISSION

Si le processus de médiation préalable obligatoire présente un caractère gratuit pour les parties, il s'inscrit néanmoins dans le cadre de l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 et l'engagement de la collectivité signataire d'y recourir comporte une participation financière.

La présente convention constitue un engagement de la collectivité à accepter l'ensemble des conditions financières définies par le Conseil d'Administration du Centre de Gestion pour l'adhésion à la médiation préalable obligatoire.

La tarification servant de base à la facturation pourra être réévaluée annuellement par le Conseil d'Administration du Centre de Gestion, sur la base de la comptabilité analytique, en fonction des charges réelles efférentes.

Toute modification des conditions financières fera l'objet d'une information à la collectivité.

Le tarif de la mission « médiation préalable obligatoire » est fixé forfaitairement à 500€ la médiation pour les collectivités et établissements publics affiliés.

Envoyé en préfecture le 05/07/2018

Reçu en préfecture le 05/07/2018

Affiché le 05/07/2018

**SLO**

ID : 081-218102663-20180628-2018\_30-DE

Le paiement par la collectivité est effectué à réception du titre de recettes établi par le Centre de Gestion après réalisation de la mission de médiation préalable obligatoire.

#### ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION

A compter de la date de signature de la présente convention et jusqu'au 18 novembre 2020 les parties conviennent d'expérimenter la médiation préalable obligatoire (MPO) prévue à l'article 5 de la loi n° 2016-1547 du 19 novembre 2016.

#### ARTICLE 11 : INFORMATION DES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES

Le Centre de Gestion informe le Tribunal Administratif et la Cour Administrative d'Appel territorialement compétents de la signature de la présente par la collectivité ou l'établissement.

#### ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

A défaut de règlement amiable, tout litige lié à la mise en œuvre de la présente convention pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Toulouse territorialement compétent.

La présente convention est établie en 2 exemplaires

Fait à ....., le.....  
L'autorité territoriale,

Fait à Albi, le ..  
Le Président  
Centre de Gestion du Tarn,

Sylvian CALS

Le Président du CENTRE De GESTION DU TARN certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui a été reçu en Préfecture le....., été précisé que la présente convention peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / transmission au contrôle de légalité.

**ANNEXE 2**

Envoyé en préfecture le 05/07/2018  
 Reçu en préfecture le 05/07/2018  
 Affiché le 05/07/2018  
 ID : 081-218102663-20180628-2018\_31-DE

## CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA RESTAURATION ET LA RELIURE DES ACTES ADMINISTRATIFS ET/OU D'ETAT CIVIL

Il est constitué entre les parties représentées par les soussignés,

Le CENTRE de GESTION de la FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE du TARN dont le siège est situé au 188 rue de Jarlard – 81000 ALBI, représenté par son Président, Monsieur Sylvian CALS, dûment habilité à signer la présente convention par la délibération du Conseil d'Administration n°17-2018, désigné ci-après, par les termes « le CDG81 »,

Et

Les collectivités et établissements publics adhérents,  
 Représentés par les personnes habilitées à signer la présente convention par délibération de leur assemblée délibérante, désignés ci-après, par les termes « les adhérents »,

Un groupement de commandes pour la restauration et la reliure des actes administratifs et/ou de l'état civil.

VU l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;

VU les dispositions inscrites dans l'instruction générale relative à l'état civil du 11 mai 1999 ;

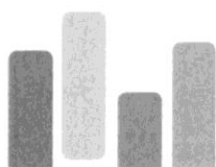
VU le Code général des collectivités territoriales (art. L2321-2 et L5211-36) portant sur l'obligation des collectivités et établissements publics d'assurer les frais nécessaires à une bonne conservation de leurs archives.

### ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- De définir les modalités de fonctionnement du groupement constitué entre le CDG81 et les adhérents pour la préparation, la passation et l'exécution des marchés,
- De répartir entre les membres du groupement les diverses tâches nécessaires à la préparation, la passation et l'exécution des marchés susvisés,
- De définir les rapports et obligations de chaque membre.

Le groupement constitué par la présente convention a pour objet de permettre à ses membres de bénéficier, à hauteur de leurs besoins propres, de prestations portant sur la restauration et la reliure des actes administratif et/ou de l'état civil par les collectivités et établissements affiliés au CDG81.





Envoyé en préfecture le 05/07/2018

Reçu en préfecture le 05/07/2018

Affiché le 05/07/2018

ID : 081-218102663-20180628-2018\_31-DE

Les marchés passés pour le compte du groupement de commandes auront pour objet les prestations suivantes :

- la réalisation de reliures de registres administratifs (registre des délibérations, registre des arrêtés et des actes d'état civil);
- la restauration de registres des actes administratifs et des actes d'état civil.

---

## **ARTICLE 2 : Durée**

---

La présente convention prend effet à compter de son entrée en vigueur, consécutivement à sa signature par les membres du groupement, à sa transmission au contrôle de légalité de la Préfecture et à l'accomplissement des formalités de publication.

La durée de la convention est celle de la durée des marchés : elle expire à l'achèvement des missions confiées aux différents prestataires.

---

## **ARTICLE 3 : Fonctionnement du groupement**

---

### **Désignation d'un coordonnateur du groupement**

Pour la réalisation de l'objet du groupement, le CDG81 est désigné par l'ensemble du groupement comme coordonnateur.

Le siège du CDG81 est situé 188, rue de Jarlard, 81000 Albi.

### **Missions du coordonnateur**

Le CDG81 a pour mission de procéder à l'ensemble des opérations de choix des prestataires de service, et ce, dans le respect des règles relatives aux marchés publics.

La procédure de marché public mise en œuvre sera menée en partenariat avec les Archives départementales du Tarn, notamment pour la préparation du cahier des clauses techniques particulières et pour l'analyse technique des offres reçues. Cette collaboration a fait l'objet d'un accord des Archives départementales.

En conséquence, le CDG81 est notamment chargé :

- de centraliser les besoins des adhérents,
- d'élaborer l'ensemble des pièces des dossiers de consultation,
- de publier les avis d'appel public à la concurrence aux candidats intéressés,
- de gérer l'information auprès des candidats,
- de réceptionner les plis contenant les candidatures et les offres,
- de procéder à l'ouverture et à l'examen des candidatures, et le cas échéant, de demander aux candidats ayant remis un dossier de candidature incomplet de le compléter,
- de convoquer les membres de la CAO du groupement pour l'ouverture des offres et le choix des titulaires,
- d'analyser les offres,
- de demander aux candidats la production de certaines pièces énumérées par la réglementation relative aux marchés publics,
- d'informer les candidats non retenus, dont la communication des motifs de rejet de leur candidature ou de leur offre,
- de l'autorisation donnée au Président du CDG81 pour signer les marchés pour le compte de l'ensemble du groupement,

Envoyé en préfecture le 05/07/2018  
 Reçu en préfecture le 05/07/2018  
 Affiché le 05/07/2018  
 ID : 081-218102663-20180628-2018\_31-DE

- de la rédaction des rapports de présentation des procédures de passation,
- de la signature des marchés par le Président du CDG81 et leur transmission au service chargé du contrôle de légalité de la Préfecture,
- de la notification des marchés aux titulaires,
- de l'information des membres du groupement en ce qui concerne les éléments financiers des marchés et l'identité des candidats retenus.

Le CDG81 n'assure pas l'exécution du marché. A l'issue de la notification et de la publication de l'avis d'attribution, relèvent de chaque membre du groupement, pour leur propre compte, chacun pour ce qui les concerne, les étapes suivantes : passation des commandes, gestion des livrables, paiement des factures, etc.

La responsabilité du CDG81 ne pourra être engagée en raison de l'éventuelle défaillance du titulaire du marché. Seule la responsabilité du titulaire du marché pourra être engagée.

---

## **ARTICLE 4 : Obligations des membres du groupement**

---

### **Définition des besoins**

Chaque adhérent s'engage à évaluer ses besoins à l'aide du formulaire « recensement des besoins » et les communiquer au coordonnateur du groupement.

Le service archives du CDG 81 en collaboration avec les Archives départementales assistent si nécessaire les adhérents dans la définition de leurs besoins.

Cette définition des besoins n'engage pas la collectivité et n'a pas de valeur de bon de commande.

### **Obligations des adhérents**

Chaque adhérent au groupement doit :

- transmettre l'évaluation de ses besoins avant le lancement des procédures de marché,
- informer le CDG81 de tout litige né à l'occasion de l'exécution des marchés par les titulaires,
- régler les participations financières telles que définies à l'article 5 de la présente convention,
- transmettre au CDG81 un bilan annuel de l'utilisation des marchés.

---

## **ARTICLE 5 : Dispositions financières**

---

### **Rémunération du CDG81**

La mission du CDG81 comme coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

### **Exécution financière des marchés**

Les prix appliqués, ainsi que les modalités de paiement par l'ensemble des adhérents du groupement, sont fixés dans les marchés passés pour le compte des membres du groupement.

Chaque collectivité assure l'exécution financière des prestations dont elle bénéficie dans le cadre du groupement de commandes.



Envoyé en préfecture le 05/07/2018  
 Reçu en préfecture le 05/07/2018  
 Affiché le 05/07/2018  
 ID : 081-218102663-20180628-2018\_31-DE

## ARTICLE 6 : Adhésion des membres

Sont membres du groupement, l'ensemble des collectivités et établissements publics signataires de la présente convention avant le lancement des consultations, c'est-à-dire avant l'envoi des avis d'appel public à la concurrence ayant pour objet la passation des marchés.

L'adhésion est soumise à :

- l'approbation par délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité ou de l'établissement public de la présente convention,
- l'autorisation donnée par délibération de l'assemblée délibérante à leur exécutif de signer la présente convention.

L'adhésion ne devient définitive qu'après signature de la présente convention et transmission au service chargé du contrôle de légalité. Elle est valable pour la durée de validité de la présente convention.

Les adhérents peuvent se retirer du groupement. Le retrait est constaté par courriel avec accusé de réception au plus tard la veille de la publication de l'avis d'appel public à concurrence.

Aucune nouvelle adhésion n'est possible après le lancement de la procédure de consultation.

## ARTICLE 7 : Modification des termes de la présente convention

Toutes modifications de la présente convention doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble de ses membres et devra être validée par l'ensemble des assemblées délibérantes.

## ARTICLE 8 : Contentieux

Tout contentieux issu de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Toulouse.

Signature du Coordonnateur Pour le CDG 81	Signature de l'adhérent
Le Président  Sylvian CALS	Qualité/fonction :  Nom/Prénom :  Habilité à signer la présente convention pour la commune ou l'établissement suivant :
Le :  Signature	Le :  Signature

